Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

ALGÉRIE

Les jeunes ont besoin d'emplois mais ils ont aussi envie de démocratie

Le débat n'est pas nouveau mais il est, chez nous, aujourd'hui, tout à fait à l'ordre du jour : la croissance économique dans nos pays doit-elle s'accompagner de démocratie (politique mais aussi sociale) ou bien, au contraire, l'ouverture politique va-t-elle être un obstacle à celle-ci comme l'affirme la thèse selon laquelle la croissance économique a besoin d'un Etat fort, un Etat qui gère, qui contrôle, qui investit. Nous savons que pour le prix Nobel d'économie, l'Indien H. Sen, la démocratie est un constituant du développement, elle n'est ni un préalable, ni un résultat du développement. Elle en fait partie. Selon cet économiste indien, seule la démocratie peut, dans nos pays du Sud, mettre en activité toutes les potentialités de la société, et elles sont nombreuses et variées.

A l'autre bout du raisonnement, les succès économiques des pays asiatiques : Chine, Vietnam, Corée du Sud, et tout au début, le Japon, ont plutôt reposé sur un Etat fort, un gouvernement fort, seul capable de canaliser toutes les potentialités dans le même sens du développement du pays. Pour le professeur François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale et actuel directeur de Paris School of Economics : «On sait peu de choses en fait sur la relation entre croissance et démocratie. Certains économistes et politologues voient la démocratie comme une sorte de bien de luxe ralentissant la croissance en complexifiant le processus de décision économique et en augmentant la propension à consommer. Pour d'autres, au contraire, un régime démocratique aide au développement en permettant l'utilisation efficace de l'information et des ressources de tous les citoyens et en empêchant l'apparition d'un Etat prédateur.» (in «Le cercle - Les échos» - 15-10-2010). Et plus loin, Bourguignon ajoute : «L'absence de démocratie n'apparaît pas comme un facteur de croissance ni comme un facteur de ralentissement… Et les travaux empiriques ne permettent pas de trancher le débat…». Si on considère l'expérience actuelle de la Chine, par exemple, les dirigeants de ce pays adhèrent à la théorie selon laquelle un développement économique rapide exige un Etat fort et ils sont dans le même temps persuadés que «ce déni de démocratie ne peut s'acheter dans l'opinion qu'avec une croissance économique rapide».

Ce raisonnement est d'ailleurs valable pour tous les pays d'Asie à l'exception de l'Inde. Il faut alors à tout prix éviter que la croissance ne ralentisse.

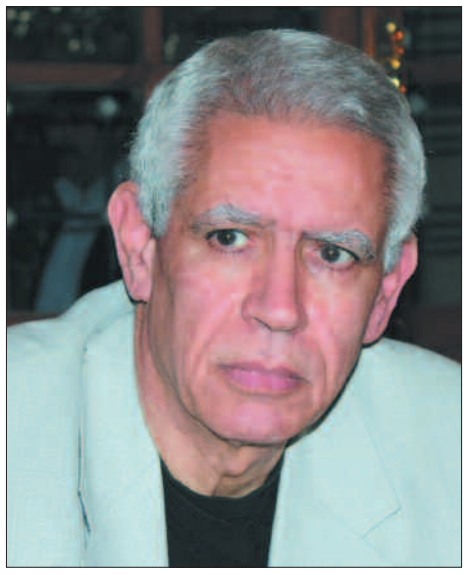
Et l'Algérie ?

La question est tout à fait cruciale pour l'Algérie : faut-il attendre que le développement ait atteint un certain seuil pour engager la transition démocratique tout en prenant le risque que celle-ci puisse se produire de façon spontanée et dévastatrice bien avant ce seuil ? Ou bien devrait-on engager sérieusement la transition démocratique pour donner l'assise la plus large aux efforts de développement ? Avec l'arrivée de Bouteflika aux commandes de l'Etat c'est la thèse de l'Etat fort et du report de la transition démocratique à plus tard qui est en œuvre. Deux raisons sont avancées pour justifier cette approche :

1) L'ouverture démocratique de la fin des années 80 dans une Algérie non préparée au pluralisme politique a ouvert la voie aux islamistes radicaux qui auraient pu utiliser la démocratie pour tuer la démocratie. L'expérience a été courte mais dramatique et dévastatrice.

2) Bouteflika rappelait alors à ceux qui voulaient l'entendre, et dès sa première mandature, que le peuple algérien a besoin avant toute chose d'emplois, d'éducation, de logements, de revenu décent et non pas de démocratie dans la pauvreté ni de pluralisme politique qui au mieux «donnerait un sens à la misère». Il s'en est suivi la période que l'on vit actuellement, avec fermeture politique, étatisme et effort de relancer la croissance pour justifier le déni de démocratie.

L'autre point de vue qui est défendu dans le pays est celui qui insiste sur la nécessité d'engager sérieusement la transition démocratique dans une Algérie qui, aujourd'hui, est forte d'une jeunesse éduquée, ouverte au monde et qui entend prendre toute sa part dans la modernisation de la société. L'épisode islamiste tragique doit continuer à être analysé pour rectifier la démarche d'ouverture qui ne doit plus jamais déboucher sur une tragédie comme celle qu'on a connue mais dans le même temps, on ne doit pas brandir ce risque pour justifier le déni de démocratie. Au plan économique, il n'a jamais été démontré que l'étatisme, l'interventionnisme, la gestion centralement administrée est plus performante que l'économie de marché.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Bien au contraire. Même au nom du productivisme et de la gestion «rationnelle» de l'activité économique, l'économie de marché semble avoir prouvé sa plus grande performance, peut-être encore plus aujourd'hui qu'hier, dans un contexte de mondialisation libérale de l'économie. Les partis communistes chinois et vietnamien l'ont bien compris eux qui ne rejettent plus l'ouverture, la propriété privée et les mécanismes de marché dans la gestion de leurs économies. Chez nous, le débat croissance, économie de marché et démocratie ne peut plus être reporté sous peine d'être «ce cycliste qui doit son équilibre à sa vitesse mais qui risque une collision grave au premier obstacle incontournable».

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

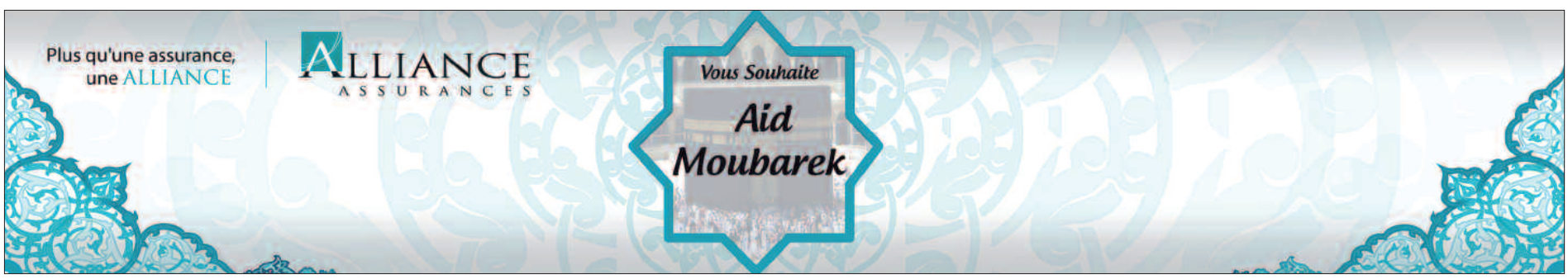
Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Vite ! Aidons Super H !

Après la Libye, la communauté internationale s'apprête à attaquer l'Iran. Cette fois-ci, l'Algérie a pris de l'avance dans ce conflit. Pour des raisons humanitaires, nous hébergeons déjà un des leurs sur notre sol.

L'Empastillé !

Encore une fois, je suis très touché par les efforts de Halim Benatallah, notre secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger. Par un froid de canard, ce brave ministre de la République s'en est allé au Canada afin d'y tenter de convaincre des informaticiens algériens installés là-bas de revenir au pays, ici, en Algérie. Faut surtout pas rire de ce genre d'initiatives. Car, à l'origine, il y a du boulot, une masse de boulot accomplie. D'abord sur soi-même. Il faut être sacrément motivé pour se rendre en ce moment au Canada. Je ne sais pas s'il vous arrive de jeter un coup d'œil aux chaînes météo, mais au Canada, ces dernières heures, on est loin de l'été indien. C'est même limite blizzard et routes coupées. Pourtant, Benatallah a mis sa grosse doudoune et a affronté les éléments. Un bon point pour lui. Autre bon point, celui d'avoir osé la chose. Parce qu'il fallait l'oser, celle-là. A ce niveau-là «d'osage», ce n'est plus du culot, c'est carrément de la témérité. Faire sortir de leurs domiciles canadiens douillets des Algériens, connus pour être originellement frileux, les réunir tous ensemble dans une salle, certes chauffée, pour leur demander dans le blanc des yeux s'ils voulaient revenir au bled, c'est purement et simplement de l'héroïsme. Je sais donc pour ma part, et à partir d'aujourd'hui, que dans le gouvernement Ouyahia, il y a au moins un héros. Un super héros. Les autorités canadiennes ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, elles qui l'ont attendu à la sortie de cette salle de réunion, qui l'ont pris par les épaules pour le réconforter, le soutenir après cette épreuve herculéenne. Mais les Canadiens, s'ils savent reconnaître l'héroïsme fou d'un homme ne doivent pas être les seuls à soutenir Super H, Super Halim. En Algérie aussi, chez lui, dans son pays, les gens doivent aussi l'aider. Et d'abord dans la sphère immédiate qui est la sienne. L'Etat. En lui apportant des renforts. Comment ? Ben… en créant un Secrétariat d'Etat au maintien des compétences algériennes en Algérie. Là, franchement, ça aiderait vachement Super H. Déjà, ça lui éviterait d'aller se les geler au Canada. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.